

SNCS P6, Snesup P6, CGT P6, UNSA P4 (SNPTES-UNSA, A&I-UNSA, SUP'Recherche-UNSA), CGT P4, FSU P4 (Snesup, Snasub, Snep), FO P4, SLR, FO P6, SNPTES UNSA Muséum, SUD educ P6, UNEF P6, AGEPS P4, Sud Étudiants P4, FSU Muséum (SNESUP, SNCS, SNASUB), CGT Muséum, SNPREES-FO Muséum, AutonomeSup-SNAS Muséum, Solidaires Muséum, SGEN-CFDT Muséum, UNEF P4, SLU, SLR.

Non à la constitution d'une « université globale » de droit privé chapeautant Paris 2, Paris 4, Paris 6 et le Muséum !

Le PRES P2-P4-P6-Muséum est une "fondation de coopération scientifique" de droit privé, sans représentation des personnels ni des étudiants.

Compte tenu également des modifications dévoilées ces dernières semaines, cette fondation devrait contrôler:

- des laboratoires de P2-P4-P6-Museum dits "d'excellence", l>IDEX, qui ne représenteraient qu'une minorité des laboratoires des quatre établissements et des formations sélectives pour quelques centaines d'étudiants, triés sur le volet, avec des droits d'inscription libres et donc élevés. L>IDEX aurait une gestion financière séparée et serait seule à bénéficier des augmentations de crédits (43 Millions d'euros en 2012)
- L'ensemble P2-P4-P6-Museum ou "université globale" qui perdrait la moitié de ses moyens financiers au profit de l>IDEX mais inscrivant la très grande majorité des étudiants et supportant les laboratoires relégués, c'est-à-dire la majorité des laboratoires, qui eux n'auront pas été sélectionnés pour l>IDEX.

La création de « directions transversales » du PRES génèrera des fusions des services administratifs et des services communs, ce qui accélèrera le « dégraissage » des emplois de fonctionnaires.

Cette mise en place précipitée du PRES en décembre, sous la pression du ministère, est une négation de la démocratie, les élections par tous les personnels et étudiants de leurs représentants aux conseils centraux ayant lieu en janvier 2012.

Attaché(e)s au service public d'enseignement et de recherche, aux coopérations avec toutes les universités, nous refusons cette destruction de nos métiers de service public et de nos statuts. Tous les enseignements, tous les domaines de recherche doivent être maintenus, et disposer des moyens nécessaires. Nos établissements ne doivent pas fusionner !

Nous rejetons ce projet qui ne recueille pas l'assentiment de la communauté universitaire et contre lequel les CT de Paris 4 et Paris 6 se sont déjà prononcés à l'unanimité.

Nom	Prénom	Corps	Etablissement	Signature